

Transferts de fonds des migrants et dépenses d'éducation: une analyse d'effet d'éviction

Remittances and education spending: a crowding-out analysis

ADOUMA Prince Octave

Enseignant chercheur

Institut Universitaire de Gestion des Entreprises (IUGE)

Université de Bangui (RCA)

Centre de Développement International des Mouvements Economiques et Sociaux

République Centrafricaine (RCA)

ANDAKPAOUE Benjamin

Enseignant chercheur

Institut Universitaire de Gestion des Entreprises (IUGE)

Université de Bangui (RCA)

Laboratoire de Management (LAM)

République Centrafricaine (RCA)

BEMBA Arnaud Nelson

Doctorant

Université de Yaoundé 2 Soa

Centre de Recherche en Economie et Gestion (CEREG)

Cameroun

Date de soumission : 30/08/2025

Date d'acceptation : 13/11/2025

Pour citer cet article :

Adouma P. O., & al. (2025) « Transferts de fonds des migrants et dépenses d'éducation : une analyse d'effet d'éviction », Revue Internationale du chercheur «Volume 6 : Numéro 4» pp : 200- 225

Résumé

Cet article analyse l'effet d'éviction des transferts de fonds des migrants sur les dépenses d'éducation dans les pays en développement. Les données utilisées sont des sources secondaires provenant des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) et du Guide international du risque pays (ICRG). L'étude porte sur un échantillon de 63 pays en développement sur la période 2000-2020. Comme approche méthodologique, nous utilisons la méthode des moments généralisés en système (GMM) et en robustesse les triples moindres carrés (TMC). Les résultats montrent que les transferts de fonds des migrants permettent aux ménages de financer des dépenses d'éducation qu'ils n'auraient pas pu entreprendre d'une part mais d'autre part, l'effet d'éviction semble retarder le développement d'un système des établissements publics.

Mots clés : Transferts de fonds des migrants, dépenses publiques d'éducation, effet d'éviction, GMM et TMC

Abstract

This article analyses the crowding-out effect of remittances on education spending in developing countries. The data used are secondary sources from the World Development Indicators (WDI) and the International Country Risk Guide (ICRG). The study covers a sample of 63 developing countries over the period 2000-2020. As a methodological approach, we use the method of generalized moments in system (GMM) and in robustness the triples least squares (TMC). The results show that, on the one hand, remittances enable households to finance educational expenditure that they would not otherwise have been able to undertake. On the other hand, the crowding -out effect seems to delay the development of a public school system.

Keywords: Remittances, education spending, crowding-out, GMM and TMC

Introduction

Les transferts de fonds des migrants (TFM) vers leur pays d'origine ont rapidement augmenté ces dernières années. Selon la Banque mondiale (2021), malgré la pandémie de Covid-19, les TFM vers les pays en développement ont atteint 589 milliards de dollars en 2021 par les canaux officiels, sans compter les montants inconnus transférés par les canaux non officiels. Deuxième source de flux financiers extérieurs vers les pays en développement après les investissements directs étrangers (IDE) et représente presque le double de l'aide publique au développement (APD) aux pays en développement (Bettin et Zazzaro 2012). En outre, les transferts de fonds des migrants semblent être moins volatils que les autres sources de financement extérieur mentionnées ci-dessus en raison de la nature anticyclique de la première. Des études influentes ont mis en lumière les effets de ces entrées sur les résultats économiques et sociaux, comme les inégalités et la réduction de la pauvreté (Adams et Page 2005 ; Acosta et al. 2008), l'éducation (Edwards et Ureta 2003) et les chocs internes (Combes et Ebeke 2011).

Cependant, les chercheurs ont également reconnu que ces flux entraînent plusieurs défis de développement, en particulier en termes de leurs effets sur les dépenses publiques d'éducation (voir, par exemple, Ebeke.2012 ; Dustmann et Speciale, 2006). Bien que ce débat soit encore ouvert, il est généralement admis que l'impact des transferts de fonds des migrants sur les dépenses publiques d'éducation est moins concluant.

Le financement des dépenses d'éducation privées rendu possible par les transferts de fonds est susceptible d'affecter le secteur public pour plusieurs raisons. Par exemple, Salas (2014) souligne que les ménages péruviens ont une probabilité plus importante d'inscrire leurs enfants dans une école privée lorsqu'ils bénéficient de transferts. Cette caractéristique met en évidence un possible effet indésirable : en effet, l'auteur observe que la qualité de l'enseignement public péruvien reste à ce jour très médiocre, or le fait d'inscrire ses enfants dans un établissement privé permet de pallier ce problème. Cependant, seule une part des ménages bénéficie de transferts privés et le signal envoyé au gouvernement est négatif puisqu'il désincite à l'investissement dans ce secteur et pour Ebeke (2012) les transferts de fonds peuvent affecter les dépenses publiques d'éducation de deux manières : premièrement, en augmentant la demande de services éducatifs, car ils peuvent permettre aux ménages d'envoyer leurs enfants à l'école plutôt qu'au marché du travail.

Deuxièmement, en déplaçant les dépenses d'éducation du secteur public vers le secteur privé, lorsque ces derniers sont destinés à des pays fortement corrompus, le gouvernement réduit ses dépenses d'éducation car les ménages sont en capacité de les financer et sont moins exigeants quant à l'usage des fonds publics. La préférence pour les établissements privés associée aux transferts de fonds des migrants implique alors un effet d'éviction au détriment des établissements publics, se traduisant par des dépenses gouvernementales moindres dans le domaine de l'éducation.

Nous proposons d'approfondir l'étude de la relation entre les transferts de fonds des migrants et dépenses publiques d'éducation en explorant les effets indirects liés à la demande. Dans la mesure où les ménages bénéficiant de transferts peuvent se détourner des établissements publics au profit des établissements privés. La préférence pour les établissements privés associée aux transferts de fonds implique alors un effet d'éviction au détriment des établissements publics, se traduisant par des dépenses gouvernementales moindres dans le domaine de l'éducation. La baisse des dépenses publiques d'éducation se produit en raison d'un déplacement de la demande des ménages vers les établissements privés. L'analyse empirique réalisée dans ce papier consiste à estimer les effets des transferts de fonds sur les dépenses publiques d'éducation, puis examiner l'effet d'éviction à l'aide d'un modèle à équations simultanées.

1. Revue de la littérature

1.1. Transferts de fonds des migrants et dépenses d'éducation : une relation ambiguë

La publication en 2006 de l'article « Remittances and Public spending on Education » dans Center for Research and Analysis of Migrant (C. Dustmann et B. Speciale, 2006) avait construit un cadre théorique simple où l'intervention du gouvernement dans l'éducation est motivée par la présence de contraintes de crédit. Ils ont présenté deux effets compensatoires des transferts de fonds des migrants sur les dépenses publiques d'éducation. D'une part, une augmentation des transferts de fonds des migrants assouplit les contraintes de liquidité privée, ce qui implique un passage des dépenses publiques aux dépenses privées. D'un autre côté, les transferts de fonds des migrants peuvent permettre aux ménages d'envoyer leurs enfants à l'école plutôt qu'au marché du travail. Cela implique une augmentation de la demande de services éducatifs.

Dans la mesure où les ménages bénéficiant des transferts peuvent se détourner des établissements publics au profit des établissements privés. La préférence pour les établissements privés associée aux transferts de fonds implique alors un effet d'éviction au détriment des établissements publics, se traduisant par des dépenses gouvernementales moindres dans le domaine de l'éducation. La baisse des dépenses publiques d'éducation se produit en raison d'un déplacement de la demande des ménages vers les établissements privés.

Les transferts de fonds des migrants sont souvent utilisés pour le financement privé de l'éducation et incitent les gouvernements à réduire les dépenses publiques d'éducation dans les pays riches. Cet argument présenté ici contraste avec ces vues plus optimistes. Plutôt que de s'entasser dépenses supplémentaires, les transferts de fonds entraînent une réduction des dépenses publiques. D'une part, les transferts de fonds des migrants peuvent fonctionner comme un substitut privé à la fourniture de services publics, et donc réduire la pression sur les gouvernements pour augmenter les dépenses. Deuxièmement, les titulaires peuvent bénéficier d'une approbation plus élevée taux en raison des avantages sociaux et économiques apportés par les transferts de fonds des migrants, alors qu'ils peuvent faire face à la désapprobation politique lorsque les transferts de fonds des migrants diminuent. Ainsi, en présence de transferts de fonds, les gouvernements bénéficient d'évaluations plus positives de leurs politiques sans avoir besoin d'acheter soutien politique via une augmentation des dépenses publiques. Cela libère des ressources gouvernementales qui peuvent être réaffectés pour assurer un soutien politique dans les municipalités où les transferts de fonds sont absents ou en baisse. La recherche suggère que les transferts de fonds des migrants sont partiellement utilisés pour la fourniture de services publics ou de proches substituts privés et donc réduire la pression sur les gouvernements pour fournir certains services publics (Singer 2012 ; Mosley et Chantre 2015). Comme premier exemple, Chaudhry (1989) prétend pour le cas du Yémen dans les années 1970 que les transferts de fonds ont généré des ressources locales qui ont réduit la dépendance des communautés rurales sur la fourniture d'infrastructures publiques telles que les routes, l'électricité, l'eau, les cliniques et les écoles. Barsbai et al. (2015) observent qu'en présence de ces transferts de fonds, les gouvernements locaux ont déplacé les dépenses vers des éléments qui n'ont pas de substituts du secteur privé, comme l'éducation.

1.2 Evidences empiriques

La littérature démontre largement que les transferts sont profitables à l'éducation et à la scolarisation des enfants (Calero et al., 2008 ; Adams et Cuecuecha, 2010 ; Medina et Cardona, 2010 ; Adams et Cuecuecha, 2013 ; Koska et al., 2013), alors que le niveau de consommation semble moins affecté. Pour Medina et Cardona (2010) si les ménages colombiens recevant des transferts de fonds orientent leurs dépenses dans l'éducation plus importantes, le niveau de consommation ne semble pas stimulé. Adams et Cuecuecha (2010) ajoutent que les ménages du Guatemala bénéficiant de transferts ont une consommation marginale moins importante, excepté pour le logement. En revanche, les dépenses d'éducation sont supérieures de 45% à 58% par rapport aux autres ménages. Clément (2011) tempère ces conclusions en rappelant que l'investissement en capital humain dépend largement de la qualité du système éducatif du pays receveur : au Tadjikistan (l'actuel plus important receveur de transferts privés), les dépenses ne sont pas orientées en direction de l'éducation, cela étant probablement dû à la piètre qualité du système éducatif tadjik. Calero et al. (2008) ajoutent que les transferts permettent de lutter contre le travail des enfants en Équateur, en particulier pour les jeunes filles vivant dans des zones rurales, des résultats confirmés par Amuedo-Dorantes et Pozo (2010) et Alcaraz et al. (2012).

La pertinence de la relation entre les transferts de fonds des migrants et les dépenses publiques d'éducation des pays récipiendaires a été démontrée par d'innombrables études. Ces diverses études constituent pour les chercheurs, les leviers d'analyse théoriques et empiriques des mécanismes par lesquels les fonds transférés par les migrants affectent les dépenses de l'éducation. Dans le cadre des travaux empiriques, Dustmann et Speciale (2005) testent l'impact des transferts des migrants sur deux échantillons, le premier composé uniquement de pays en développement et l'autre étant un échantillon mondial. En retenant comme méthodes d'estimation les moindres carrés ordinaires avec effets fixes ainsi que les moments généralisés (GMM-System) sur des données de panel, ils aboutissent à une relation non linéaire, en U-inversé, entre les transferts et les dépenses publiques d'éducation. La pente positive traduit un effet de demande de services publics d'éducation tandis que la pente négative traduit un relâchement les ménages, ces derniers pouvant désormais faire le choix d'un financement privé de l'éducation de leurs enfants.

Ziesemer (2008) teste l'impact des transferts des migrants sur les dépenses publiques d'éducation sur un échantillon composé uniquement de pays en développement sur la période 1960-2005. L'auteur estime l'impact sur deux sous-échantillons, l'un composé de pays dont le revenu par tête est inférieur à 1200USD (les pays pauvres) et l'autre composé de pays dont le revenu par tête annuel est supérieur à 1200USD (les pays riches). La méthode d'estimation principalement retenue est la méthode des moments généralisés en panel dynamique (GMM en Système). Il conclue qu'à long terme, les gouvernements des pays pauvres dépensent davantage en éducation quand les transferts affluent, contrairement au résultat dans l'échantillon de pays riches.

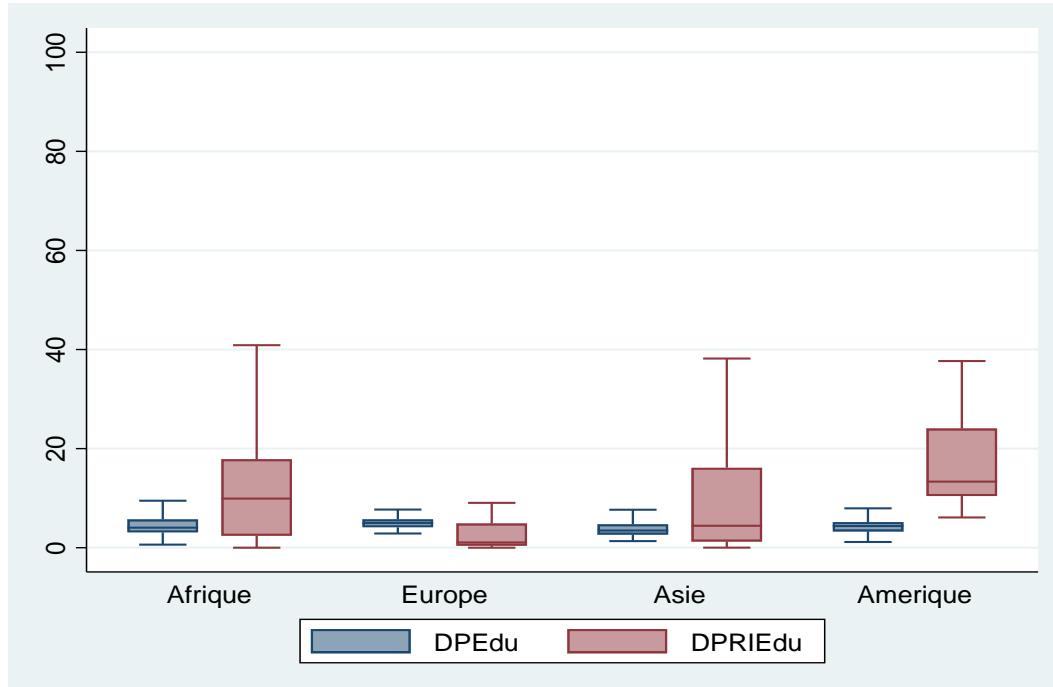
Ebeke (2012) teste l'hypothèse selon laquelle, dans un contexte de « mauvaise gouvernance », les envois de fonds réduire fortement les dépenses publiques d'éducation et de santé dans les pays d'accueil ; un phénomène appelé le « problème de l'aléa moral public ». En utilisant un large échantillon de 86 pays en développement au cours de la période 1996-2007, et après prise en compte de l'endogénéité des envois de fonds, les résultats suggèrent un impact négatif des envois de fonds sur les dépenses publiques d'éducation et de santé, lorsque la gouvernance est mauvaise dans les envois de fonds économies dépendantes.

Igbinedion et Ighodaro (2019) étudie l'impact des envois de fonds sur les dépenses publiques d'éducation dans les pays bénéficiaires. Ils ont construit un cadre théorique simple où l'intervention du gouvernement dans l'éducation est motivée par la présence de contraintes de crédit. Ils ont présenté deux effets compensatoires des envois de fonds sur les dépenses publiques d'éducation. D'une part, une augmentation des envois de fonds assouplit les contraintes de liquidité privée, ce qui implique un passage des dépenses publiques aux dépenses privées. D'un autre côté, les envois de fonds peuvent permettre aux ménages d'envoyer leurs enfants à l'école plutôt qu'au marché du travail. Cela implique une augmentation de la demande de services éducatifs. En utilisant des données sur les pays en développement, nous avons trouvé une confirmation empirique d'une relation en U inversé : pour de petites (grandes) quantités de transferts de fonds, une augmentation des transferts de fonds augmente (diminue) les dépenses publiques d'éducation. Ils ont proposé une stratégie d'estimation qui traite de l'endogénéité possible des envois de fonds et qui tente de surmonter un problème majeur qui a entravé l'analyse des données sur les envois de fonds internationaux.

1.3 Les dépenses d'éducation dans différents continents

On peut le remarquer à travers la figure 1, les dépenses privées d'éducation sont plus élevées que les dépenses publiques d'éducation, cela pourrait vérifier l'hypothèse selon laquelle la préférence pour les établissements privés associée aux transferts de fonds implique alors un effet d'éviction au détriment des établissements publics, se traduisant par des dépenses gouvernementales moindres dans le domaine de l'éducation.

Figure N°1 : Différence entre les dépenses publiques et privées dans différents continents



Source : Auteur

2. Méthodologie de la recherche

2.1. Spécification des méthodes

2.1.1. Méthode de Moment Généralisé (GMM)

Afin d'évaluer les effets des transferts de fonds des migrants sur les dépenses d'éducation, nous recourons à la méthode des panels dynamiques, notamment la méthode des moments généralisés (GMM), développée par Arellano et Bond (1991) ; Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998).

L'estimateur GMM est utile pour plusieurs raisons. Premièrement, l'estimateur GMM a été largement utilisé pour résoudre le problème d'endogénéité qui apparaît dans l'estimation des

données de panel. Deuxièmement, l'estimateur GMM tient également compte des biais qui apparaissent en raison d'effets spécifiques aux pays. Troisièmement, l'estimateur GMM permet également d'éviter les problèmes de simultanéité ou de causalité inverse, d'omission de variables pertinentes. La technique GMM est décliné en deux versions : « GMM en différence » et « GMM en système ». Dans l'estimateur GMM en différence, les variables endogènes retardées sont utilisées comme instruments tandis que L'estimateur GMM en système utilise simultanément l'équation en différence et l'équation à niveau, en utilisant les retards des variables comme instruments dans l'équation en différence et les différences retardées des variables comme instruments dans l'équation à niveau.

Nous allons tout d'abord estimer les effets des transferts de fonds sur la répartition des dépenses d'éducation entre le secteur public et privé. Dans la mesure où les transferts issus de la migration financent les dépenses privées d'éducation et sont susceptibles d'évincer les dépenses publiques d'éducation, nous pouvons estimer leurs impacts par rapport au poids relatif des deux modes de financement. Plus formellement, le modèle s'écrit :

$$\frac{DPUBEdu_{i,t}}{DPRIVEdu_{i,t}} = \alpha_1 + \alpha_2 TFM_{i,t} + \alpha_3 X_{i,t} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

$\frac{DPUBEdu_{i,t}}{DPRIVEdu_{i,t}}$ représente le poids relatif des dépenses publiques d'éducation par rapport aux dépenses privées d'éducation. TFM les transferts de fonds des migrants, η un effet spécifique pays et μ et un effet temps. Les transferts de fonds finançant principalement des paiements non couverts (Frank et al., 2009), les dépenses privées d'éducation sont limitées à ce type de financement.

Par ailleurs, nous estimons l'équation (1) avec des termes d'interaction afin de déterminer le rôle de la qualité institutionnelle, permettant une comparaison de nos résultats avec Ebeke (2012).

$$\frac{DPUBEdu_{i,t}}{DPRIVEdu_{i,t}} = \varphi_1 + \varphi_2 TFM_{i,t} + \varphi_3 X_{i,t} + \varphi_4 (TFM \times QI)_{i,t} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t} \quad (2)$$

Pour déterminer avec plus de précision le rôle des financements des dépenses d'éducation, il semble plus pertinent d'utiliser un modèle permettant d'intégrer les deux sources de financement de l'éducation comme variable dépendante. Autrement dit, il s'agit de modéliser une spécification à deux équations, l'une ayant pour variable dépendante les dépenses publiques d'éducation et l'autre les dépenses privées d'éducation. Ces deux équations auront

pour régresseur commun les transferts de fonds des migrants, permettant ainsi de capturer précisément leurs effets sur chaque mode de financement.

$$DPRIVEdu_{i,t} = \beta_1 + \beta_2 TFM_{i,t} + \beta_3 \rho_{i,t} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t} \quad (3)$$

DPRIVEdu représente les dépenses privées d'éducation, ce sont les dépenses engagées par les ménages ou d'autres entités privées pour financer l'éducation. Elles incluent les frais de scolarité, le logement, les fournitures, le transport et d'autres dépenses liées aux services éducatifs. Ces dépenses peuvent être exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB).

$$DPUBEdu_{i,t} = \theta_1 + \theta_2 DPUBEdu_{i,t-1} + \theta_3 TFM_{i,t} + \theta_4 \gamma_{i,t} + \eta_i + \mu_t + \phi_{i,t} \quad (4)$$

DPUB représente les dépenses publiques d'éducation. L'estimation sera cette fois dynamique, les dépenses publiques d'éducation étant soumises à un fort effet d'hystérèse puisque les budgets sont votés en fonction des dépenses passées (Ebeke, 2012), ce qui n'est pas le cas des dépenses privées non couvertes. Pour contrôler cet aspect, nous incluons donc une variable dépendante retardée dans l'équation (3) .

Au final, la validité des résultats de l'estimateur GMM passe par trois principaux tests de diagnostics : La statistique de Hansen qui permet de tester si le modèle est sur-identifié ou pas et d'apprécier la validité des instruments utilisés dans le modèle, le test d'Arellano-Bond pour les tests d'autocorrélation de premier et second ordre (AR(1) et AR(2)), enfin le test du nombre d'instruments utilisés, dont la règle veut que le nombre d'instruments utilisés dans la régression soit inférieur au nombre de pays.

2.1.2 Méthode de Triple Moindres Carrés (TMC)

Cette spécification montre que les dépenses publiques d'éducation (DPUBEdu) ne sont plus déterminées directement par les transferts de fonds des migrants mais par les dépenses privées d'éducation (DPRIVEdu) qui dépendent elles-mêmes des transferts dans l'équation (4). En revanche, les matrices de contrôles ρ et γ sont identiques aux spécifications précédentes puisque les variables expliquées (DPUBEdu) et (DPRIVEdu) sont les mêmes. Sous forme de système, nos deux équations peuvent être réécrites de la façon suivante :

$$(a) \left\{ \begin{array}{l} DPRIVEdu_{i,t} = \beta_1 + \beta_2 TFM_{i,t} + \beta_3 \rho_{i,t} + \varphi_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t} \\ DPUBEdu_{i,t} = \theta_1 + \theta_2 DPUBEdu_{i,t-1} + \theta_3 DPRIVEdu_{i,t} + \theta_4 \gamma_{i,t} + \varphi_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t} \end{array} \right. \quad (5)$$

Spécifié ainsi, le système (a) permet de connaître précisément l'effet indirect liant les transferts de fonds aux dépenses publiques d'éducation via le canal des dépenses privées. Pour obtenir des résultats sans biais, le présent modèle doit être estimé à l'aide d'une

méthodologie contrôlant la simultanéité des différentes relations. En effet, les dépenses privées d'éducation (DPRIVEdu) sont à la fois endogènes (dans l'équation (5)) et exogènes (dans l'équation (6)) : les deux équations doivent être estimées de façon à prendre en compte la corrélation croisée entre les résidus.

Pour estimer le système d'équations (1) sans biais, il est indispensable de mobiliser une méthodologie permettant de contrôler le caractère simultané des deux relations. Dans les faits, les modèles à équations simultanées sont le plus souvent estimés à l'aide des triples moindres carrés (3SLS) (Tavares et Wacziarg, 2001 ; Berdiev *et al.*, 2013 ; Jetter *et al.*, 2013). Comme son nom l'identique, cette méthode consiste à estimer le système en trois étapes : régresser chaque variable endogène sur toutes les variables exogènes (1) ; remplacer les variables endogènes (et apparaissant également comme régresseur) par leurs valeurs ajustées déterminées lors de la première étape (2) ; générer une estimation par moindres carrés généralisés (MCG) en utilisant la matrice estimée lors de la deuxième étape à l'aide des variables instrumentales (3).

À l'instar de Tavares et Wacziarg (2001), nous considérons comme exogènes les variables qui ne sont pas déterminées directement dans le système. Cependant, cette stratégie peut se révéler hasardeuse car une variable exogène dans une équation ne l'est pas nécessairement dans une autre. Wooldridge (2010) critique cette stratégie et propose d'utiliser la méthode des moments généralisée (GMM) avec des variables exogènes propres à chaque équation et des erreurs robustes. Concernant ce dernier point, Wooldridge (2001) note que les corrections d'erreurs disponibles sur la plupart des estimateurs amoindrissent le gain des GMM, ce qui ne s'applique au cas des 3SLS qui supposent des conditions d'homoscédasticité. L'inconvénient considérable de la procédure suggérée par Wooldridge est son application quasi-inexistante dans la littérature et les difficultés de convergence lorsque le nombre de paramètres à estimer est important. Il s'agit donc d'un estimateur plutôt adapté à des modèles réduits puisqu'il permet de limiter le biais de variables omises, c'est pourquoi nous préférerons utiliser l'estimateur 3SLS habituel pour nos résultats principaux et reporter les résultats issus de l'estimation GMM dans le cadre d'un modèle réduit. Pour contourner le problème d'exogénéité des instruments lors de l'estimation 3SLS, un test d'Hansen/Sargan sera effectué afin de vérifier leur validité, en particulier l'absence de corrélation avec les termes d'erreur.

Dans la mesure où le nombre de variables exogènes nécessaires à l'estimation augmente avec le nombre de paramètres à estimer, le risque de voir le test d'Hansen/Sargan rejeté croît avec l'ajout de variables explicatives. De même, l'introduction d'effets fixes accroît considérablement le nombre de coefficients devant être estimés dans l'ensemble du système.

3. Analyses descriptives des données et des variables utilisées

Dans ce travail, pour analyser empiriquement les transferts de fonds des migrants sur les dépenses publiques d'éducation, nous utilisons les données sur un échantillon de 63¹ des pays en développement sur la période 2000-2020. Nos données sont extraites des Indicateurs du développement dans le monde (WDI 2021) et pour la qualité des institutions nous avons utilisé l'International Country Risk Guide (ICRG). Le choix de l'échantillon et de la périodicité de l'étude a été contraint par la disponibilité des données.

La statistique descriptive des variables et la matrice de corrélation sont respectivement reportées dans le tableau 1 et 2.

3.1 Description des variables

En suivant la littérature empirique sur les déterminants des dépenses publiques d'éducation dans les pays en développement (Gbesemete et Gerdtham, 1992 ; Feyzioglu et al, 1998 ; Baqir, 2002 ; Okunade, 2005 ; Stasavage, 2005 ; Fosu, 2007, 2008 ; Docquier et al., 2008), l'ensemble des variables de contrôle comprend :

- PIB par habitant en prix constants : cette variable est incluse pour contrôler le niveau de développement des pays de l'échantillon, mais aussi pour capter l'élasticité des dépenses publiques par rapport au revenu. Des études précédentes ont montré que les dépenses publiques dans les secteurs sociaux sont un bien normal dans les pays en développement (Okunade, 2005).
- Ratio du service de la dette : cette variable est incluse pour contrôler l'effet des contraintes financières au niveau du gouvernement sur le montant des dépenses

¹ Afghanistan, Albania, Armenia, Azerbaijan, Bangladesh, Barbados, Belarus, Belize, Benin, Bhutan, Brazil, Bulgaria, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodia, Cameroon, Colombia, Congo, Rep., Cote d'Ivoire, Ecuador, Egypt, El Salvador, Estonia, Ethiopia, Ghana, India, Indonesia, Iran, Ireland, Lesotho, Lithuania, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritius, Mexico, Moldova, Mongolia, Mozambique, Namibia, Niger, Pakistan, Panama, Peru, Philippines, Romania, Rwanda, Senegal, Serbia, Slovenia, South Africa, Tanzania, Thailand, Togo, Tunisia, Uganda, Vanuatu, Zambia, Zimbabwe

(sociales) en faveur des pauvres. Comme on l'a vu dans des travaux précédents (Fosu, 2007, 2008), nous attendons à un impact négatif de cette variable.

- Population jeune (moins 14 ans) : cette variable capte la demande de subventions publiques dans le secteur de l'éducation. Nous contrôlons également cette variable pour éliminer l'impact possible des transferts de fonds sur la demande de scolarisation. Ceci est important pour s'assurer que l'effet des transferts de fonds sur les dépenses publiques n'est pas déterminé par la corrélation positive entre les transferts de fonds et la demande de scolarisation, mais uniquement par les effets d'offre découlant du comportement du secteur public.
- Taux d'urbanisation : cette variable est introduite pour capturer la préférence du public dans l'allocation géographique des fonds publics pour l'éducation aux zones rurales ou urbaines.
- Dans cet article, nous proposons un nouvel indicateur de la qualité des institutions robuste, dans lequel nous prenons en compte les limites observées dans les précédents travaux. Ainsi, nous nous appuyons sur les travaux de Attila et al., (2018) qui ont utilisé l'Analyse en Composantes Principales (ACP) pour pondérer les indicateurs qui proviennent de l'International Country Risk Guide (ICRG). Ces indicateurs retenus couvrent diverses dimensions des institutions. Par exemple, la gouvernance publique, qui comprend la corruption (Corrupt), la bureaucratie (Burqual) et le respect des lois et l'ordre (Laword) ; la stabilité politique, qui comprend le degré de démocratisation (Democ), la stabilité du gouvernement (Govstab) et une mesure globale de la stabilité politique (Polstab).

Notre principale variable d'intérêt, les transferts des migrants reçus par un pays pendant une année donnée, provient de la base de données de la Banque mondiale (World Development Indicators WDI, 2021). La variable intègre les envois de fonds par des individus installés dans un pays d'accueil depuis plus d'un an, ainsi que le revenu de personnes vivant dans un pays étranger sur une période inférieure à une année. Cette base de données fournit des informations pour un grand nombre de pays et sur une période longue.

3.2 Analyses préliminaires

Les statistiques descriptives des variables contenues dans le tableau 1 montrent que sur notre période d'étude (2000-2020), le niveau moyen des transferts de fonds des migrants dans notre échantillon est de 5.16 ce qui traduit une forte entrée des transferts de fonds des migrants dans

les pays en développement. Nous avons constaté une mauvaise qualité institutionnelle dans les pays en développement ce qui vérifie par son interaction avec les transferts de fonds des migrants.

La matrice de corrélation contenue dans le tableau 2 présente une corrélation négative entre la qualité institutionnelle, urbanisation et les produits intérieurs bruts avec les transferts de fonds des migrants d'une part et une corrélation positive entre les transferts de fonds des migrants avec les dépenses publiques d'éducation et les dépenses privées d'éducation.

Tableau 1. Statistiques descriptives des variables

Variable	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Transferts de fonds des migrants	5.168426	7.168964	0	42.45239
Dépenses publiques d'éducation	4.819368	3.840054	.62247	33.00531
Dépenses privées d'éducation	12.03515	14.46225	0	88.83703
Transferts de fonds des migrants*Qualité institutionnelle	-1.32188	6.481204	-36.4711	38.65275
Population	3.756495	2.09273	2.614173	16.26114
Produit Intérieur Brut	7.696859	1.593998	.8415457	11.35537
Inflation	6.909819	19.48614	-8.23784	557.2018
Ratio du service de la dette	2.906453	2.839669	-1.69595	16.69583
Urbanisation	2.31e+07	5.59e+07	360316	4.82e+08
Qualité Institutionnelle	-4.54e-0	1.283802	-3.38187	4.546073

Source : Auteur

Tableau 2. Matrice de corrélation

Transferts de fonds des migrants	1.0000								
Dépenses publiques d'éducation	0.4973	1.0000							
Dépenses privées d'éducation	0.1548	-0.1606	1.0000						
Inflation	0.0813	0.1594	-0.0263	1.0000					
Produit Intérieur Brut	-0.3705	-0.4741	-0.0639	-0.1143	1.0000				
Population	0.5740	0.8592	0.0016	0.0746	-0.7097	1.0000			
Ratio du service de la dette	0.5934	0.8779	-0.0328	0.0535	-0.5508	0.9219	1.0000		
Urbanisation	-0.0360	0.1452	-0.2753	0.2517	0.0408	0.0101	0.0827	1.0000	
Qualité Institutionnelle	-0.1563	0.1261	-0.2108	-0.0474	0.4490	-0.0878	0.1484	0.0576	1.0000

Source : Auteur

4. Résultats empiriques

Dans cette section, nous discutons des résultats issus des estimations de nos différents modèles. Le tableau 3 présente les résultats de l'effet des transferts de fonds des migrants sur la répartition des dépenses d'éducation (les dépenses publiques/privées) dans les pays en développement. Ensuite nous présentons les résultats des estimations de l'effet des TFM sur les dépenses publiques d'éducation dans le tableau 4. Les résultats du tableau 5 présentent l'effet des TFM sur les dépenses privées d'éducation. Enfin les résultats du tableau 6 présentent l'effet d'évitement des transferts de fonds des migrants.

4.1. Effets de transferts de fonds des migrants sur la structure des dépenses d'éducation

Les résultats des estimations de l'équation (4) obtenus à partir l'estimateur GMM sont consignés dans les tableaux (3, 4 et 5). Pour surmonter les problèmes liés à l'endogénéité, nous avons retardé les répresseurs d'une période. Dans toutes les régressions des tableaux (3, 4 et 5), nous contrôlons pour la population de moins de 15 ans, PIB par habitant, inflation, taux d'urbanisation, ratio du service de la dette et la qualité institutionnelle. Les régressions satisfont simultanément les différents tests de spécifications (AR(1), AR(2) et le test de Hansen). Les tests de validité des estimations montrent qu'il y'a absence de corrélation serielle d'ordre 2, mais une forte présence de corrélation serielle de premier ordre. En outre, les régressions à travers le test de Hansen, confirment la validité des instruments utilisés. Enfin dans toutes les spécifications, le nombre d'instruments est resté inférieur au nombre de pays.

Spécifiquement, les résultats présentent un effet négatif des transferts de fonds des migrants sur la structure des dépenses d'éducation. Ces résultats traduisent le fait que lorsque les transferts de fonds des migrants sont associés à une part des dépenses publiques d'éducation relativement moindre. En d'autres termes, ils tendent à favoriser les dépenses privées d'éducation au profit des dépenses publiques d'éducation. Ce constat confirme donc l'intuition où les transferts issus de la migration sont susceptibles d'éviter une part de la dépense publique ou d'alimenter des dépenses d'éducation en majorité privées.

Tableau 3 : Effet des transferts de fonds sur la répartition des dépenses d'éducation

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
	Variable Dépendante : Dépenses publiques d'éducation/Dépenses privées d'éducation (DPEdu)						
	L.DPEdu	0.7640*** (0.1040)	0.7565*** (0.0944)	0.7024*** (0.1094)	0.7439*** (0.1071)	0.6636*** (0.0899)	0.5797*** (0.0265)
Transferts de fonds	-3.5204* (1.7716)	-3.9161** (1.8250)	-0.0562 (0.1322)	-0.0760 (0.1015)	-0.0427 (0.0488)	-0.2141* (0.1255)	-0.6837** (0.2873)
Population moins de 15ans		7.3299* (4.3088)	-0.2086 (1.0374)	-0.7360 (0.5228)	-0.3692 (0.2890)	-13.041** (6.2934)	-39.2307*** (9.4958)
Produit Intérieur Brut			-0.6993* (0.4099)	-1.4466* (0.7557)	0.1954 (0.4634)	-2.9101* (1.6361)	-17.5595** (7.3420)
Inflation				0.0630 (0.0525)	0.1863*** (0.0664)	0.0777 (0.0587)	-0.2714 (0.1778)
Ratio du service de dettes					0.4325 (0.3976)	-0.1880 (0.5076)	0.2233 (1.7237)
Urbanisation						0.0354 (0.0576)	0.4269* (0.2515)
Qualité institutionnelle							0.4046 (1.7748)
Constant	20.7768* (12.2088)	-8.4478 (13.0088)	7.3490 (6.0887)	15.0732* (7.6195)	-1.1847 (3.9965)	67.3733** (33.1558)	254.1264*** (72.2700)
Observations	696	696	686	678	539	515	515
Nombre des individus	62	62	62	62	52	50	50
AR1	0.496	0.584	0.226	0.228	0.187	0.205	0.338
RAR2	0.304	0.279	0.434	0.415	0.365	0.352	0.613
Nombre d'instrument	10	11	18	35	28	21	14
Hansen	0.263	0.197	0.409	0.0788	0.176	0.110	0.431

Note : *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

4.2. Effet des transferts de fonds des migrants sur les dépenses publiques d'éducation

L'impact des transferts de fonds des migrants est négatif sur les dépenses publiques d'éducation. Les transferts de fonds des migrants ne financent donc pas seulement les dépenses privées d'éducation, ils ont également tendance à évincer les dépenses émanant du secteur public quelles que soient les perceptions de la qualité institutionnelle. La relation négative que nous soulignons peut-être attribuée aux ménages recevant des transferts de fonds qui se tournent vers le secteur privé pour financer leur étude. Nous avons noté dans la revue de la littérature que la perception des établissements publics est parfois très négative en raison de croyances subjectives plus ou moins fondées (Gilson, 2003 ; Ozawa et Walker, 2011), expliquant alors ce type de comportement. Plus précisément, les ménages sont moins enclins à faire appel au secteur public lorsque ce dernier est perçu comme peu efficient ou les temps d'attentes comme abusifs. En ce sens, nous apportons une explication différente de celle proposée par Ebeke (2012), qui considère que les transferts de fonds réduisent l'offre (les dépenses publiques) par plus de corruption. Nous émettons l'hypothèse que la baisse des dépenses publiques est davantage liée à un déplacement de la demande des ménages vers des établissements privés au détriment des services publics. Grâce aux transferts de fonds, un certain nombre de ménages préfèrera faire appel au secteur privé pour financer ce type de service malgré le tarif parfois élevé.

De façon plus subtile, les transferts de fonds peuvent également limiter le développement des établissements publics puisque la demande émanant des ménages est moindre, impliquant des dépenses structurellement faibles. Il est toutefois délicat d'émettre des conclusions tranchées tant les situations diffèrent selon les pays. Le fait que les transferts de fonds financent des dépenses privées n'est pas systématiquement dommageable notamment lorsqu'ils permettent aux ménages de contourner un secteur public très peu provisionné.

Par ailleurs, il est envisageable que la hausse des établissements entrepris par le biais du secteur privé résulte d'un manque de confiance vis-à-vis des établissements étatiques, jugés parfois dangereux. En revanche, les conséquences sont plus néfastes pour la population ne bénéficiant pas des transferts de fonds qui constitue malgré tout l'immense majorité et pour le développement d'un système éducatif universel.

Tableau 4 : Effet des Transferts de fonds sur les dépenses publiques d'éducation

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
VARIABLES	Variable dépendante : Dépenses publiques d'éducation (DPUBEDU)						
L.DPUBEDU	0.9541*** (0.0169)	0.8960*** (0.0259)	0.8671*** (0.0276)	0.8819*** (0.0229)	0.8618*** (0.0246)	0.9472*** (0.0211)	0.4306*** (0.1540)
Transferts de fonds	0.0053 (0.0056)	-0.0026 (0.0058)	-0.0046 (0.0080)	-0.0054 (0.0078)	-0.0034 (0.0093)	-0.0003 (0.0057)	-0.0107 (0.0252)
Population moins de 15ans		0.1490*** (0.0382)	0.2379*** (0.0588)	0.2102*** (0.0575)	0.3028** (0.1463)	0.0031 (0.1203)	-0.7089 (0.4643)
Produit Intérieur Brut			0.0934*** (0.0287)	0.0771** (0.0311)	0.0952* (0.0560)	-0.0047 (0.0604)	-0.4229* (0.2172)
Inflation				0.0104 (0.0113)	-0.0094 (0.0222)	-0.0051 (0.0114)	-0.0550 (0.0356)
Ratio du service de dettes					-0.0442 (0.0792)	-0.0307 (0.0645)	-0.2346* (0.1299)
Urbanisation						0.0024 (0.0017)	0.0328** (0.0147)
Qualité institutionnelle							0.2129* (0.1094)
Constant	0.1966*** (0.0652)	-0.0449 (0.0835)	-0.973*** (0.3252)	-0.8517** (0.3665)	-1.0607* (0.6069)	0.2233 (0.7730)	7.1911** (2.6912)
Observations	878	878	864	850	697	671	672
Number des individus	62	62	62	62	52	50	50
AR1	0.0387	0.0328	0.000339	0.000565	0.00107	0.000102	0.0708
AR2	0.216	0.213	0.201	0.212	0.222	0.443	0.379
Nombre d'instrument	11	12	13	14	22	31	37
Hansen	0.107	0.219	0.0604	0.186	0.362	0.0331	0.192

Note :

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

4.3. Effet des transferts de fonds des migrants sur les dépenses privées d'éducation

Les résultats concernant les dépenses privées d'éducation sont présentés dans les tableaux (5). Comme nous l'avions supposé et conformément aux nombreuses études microéconomiques, les transferts de fonds sont positivement corrélés aux dépenses privées d'éducation.

Cependant, cet effet n'avait pas été étudié au niveau macroéconomique et spécifiquement sur ce type de dépense. Notre résultat démontre donc qu'en termes agrégés, les transferts de fonds des migrants augmentent les dépenses des établissements privés par les ménages via le secteur privé, ce qui peut refléter un effet de complémentarité ou un effet d'éviction. Des dépenses complémentaires permettent de financer des frais des études qui ne sont pas financés par l'Etat alors qu'une substitution provoque au contraire une augmentation des dépenses privées au détriment du secteur public. Cela peut donc signifier que dans un environnement fortement corrompu, les ménages ont une mauvaise perception des services publics et préfèrent se tourner vers des services privés. Alternativement, nous pourrions suggérer qu'une plus grande corruption limite les dépenses du gouvernement et ne laisse d'autre choix aux ménages que d'avoir recours au secteur privé. L'interaction avec les transferts de fonds des migrants est également non significative et confirme qu'un effet de substitution à court terme est exclu. Plus simplement, elle signifie que les transferts de fonds ne financent pas davantage de dépenses privées lorsque le cycle économique se retourne.

Tableau 5 : Effet des Transferts de fonds des migrants sur les dépenses privées d'éducation

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
VARIABLES	Variable Dépendante : Dépenses privées d'éducation (DPRIVEdu)						
L.DPRIVEdu	0.9596*** (0.0191)	0.9996*** (0.0023)	0.7804*** (0.0026)	0.9830*** (0.0169)	0.9934*** (0.0193)	0.9770*** (0.0079)	0.9703*** (0.0163)
Transferts de fonds	0.0274 (0.0182)	0.0019 (0.0054)	0.0007 (0.0047)	0.0033 (0.0068)	0.0012 (0.0072)	0.0191 (0.0134)	0.0038 (0.0202)
Population moins de 15ans		0.0028 (0.0106)	0.0920** (0.0434)	0.1312** (0.0577)	0.2326* (0.1331)	1.6839*** (0.6138)	2.2714** (0.9528)
Produit Interieur Brut			0.1269* (0.0669)	0.1978** (0.0943)	0.1762* (0.1039)	-0.1426 (0.1858)	0.0917 (0.1846)

Inflation		0.0059	0.0042	-0.0006	0.0004		
		(0.0055)	(0.0068)	(0.0007)	(0.0010)		
Ratio du service de dette				-0.1171	-0.1161	-0.1931*	
				(0.1142)	(0.1006)	(0.1072)	
Urbanisation					0.0427**	0.0543*	
					(0.0184)	(0.0305)	
Qualité institutionnelle						0.0244	
						(0.0858)	
Constant	0.3699*	0.1763***	-1.1678*	-1.7491*	-1.6421*	-6.1414**	-10.218**
	(0.1972)	(0.0436)	(0.6965)	(0.8779)	(0.9469)	(2.8324)	(4.2153)
Observations	914	914	906	898	704	678	677
Nombre des individus	62	62	62	62	52	50	50
AR1	0.0268	0.0273	0.0300	0.0337	0.0519	0.0522	0.0509
AR2	0.994	0.974	0.629	0.812	0.856	0.962	0.975
Nombre d'instruments	18	12	20	19	19	54	53
Hansen	0.0216	0.375	0.312	0.299	0.279	0.617	0.794

Note : *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

4.4. Effet d'éviction des transferts de fonds des migrants

Les résultats empiriques obtenus dans ce travail peuvent être sensible à la technique d'estimation utilisée. Dans cette section, nous analysons la robustesse de nos résultats en changeant de technique d'estimation. Plus haut nous avons utilisé comme technique d'estimation la méthode des moments généralisée. Nous avons trouvé un effet positif des transferts de fonds des migrants sur les dépenses d'éducation. S'il est vrai que cette méthode est appropriée pour l'analyse que nous effectuons et en plus robuste pour corriger les problèmes d'endogénéité, il n'en demeure pas moins qu'elle souffre de quelques insuffisances. Ces résultats indiquent que les dépenses privées d'éducation évincent les dépenses publiques d'éducation. Ces résultats nous permettent de conclure que les transferts de fonds créent un effet d'éviction au détriment des dépenses publiques à travers le canal des dépenses privées. L'estimation simultanée identifie explicitement cette relation indirecte, laquelle reste robuste lorsque nous incluons les dépenses publiques dans la première équation du système. En effet, des dépenses privées importantes peuvent être liées à un manque d'implication publique dans le secteur de l'éducation, ce qui est confirmé par le coefficient

négatif. Par conséquent, il apparaît que la relation négative entre les transferts de fonds et les dépenses publiques d'éducation est directement liée au moins en partie au financement privé rendu possible par les transferts de fonds des migrants.

À la différence des études précédentes, notre modélisation à plusieurs équations permet d'identifier précisément le canal par lequel les transferts de fonds des migrants affectent les dépenses publiques d'éducation et montrent que les perceptions de corruption n'ont pas de rôle particulier. Cette intuition est confirmée par le fait que la qualité institutionnelle affiche un signe négatif dans la seconde équation, suggérant que la qualité institutionnelle n'améliore pas le montant des dépenses du gouvernement lorsque nous tenons compte du canal des dépenses privées. Dans la mesure où nous contrôlons l'effet des perceptions de corruption suggéré par Ebeke (2012), nos résultats tendent à démontrer que la réduction des dépenses publiques imputée aux envois de fonds résulte plutôt d'un effet indirect passant par l'intermédiaire des dépenses d'éducation qu'ils financent. En outre, les tests des instruments (Hansen/Sargan) sont systématiquement satisfaisants et confirment la validité de nos résultats. Ce déplacement de la demande peut s'interpréter comme une augmentation de la préférence pour les établissements privés ou comme un développement moindre des établissements publics résultant d'une plus grande autonomie des ménages. Dans un cadre démocratique, ces derniers peuvent favoriser des choix politiques en faveur d'une implication plus faible du secteur public, induisant un niveau de taxation moindre. D'une certaine manière, cette suggestion s'approche des arguments développés par Pfutze (2012) selon lesquels les ménages sont plus indépendants du gouvernement lorsqu'ils bénéficient de transferts monétaires extérieurs.

Cette proposition est séduisante dans le cadre de pays autoritaires mais demeure moins pertinente si le revenu exogène que représentent les transferts de fonds limite une implication publique indispensable au développement humain et économique. Comme nous l'avons maintes fois suggéré, seule une partie de la population bénéficie de transferts privés dans les pays en développement, ce qui tend à démontrer que les externalités de la migration sont mitigées pour les ménages non receveurs, qui sont alors encore plus vulnérables. On peut ajouter qu'au-delà des transferts monétaires, la migration favorise le départ des travailleurs hautement qualifiés en particulier des médecins dont les pays développés facilitent grandement l'émigration pour combler leur propre déficit en la matière.

Tableau 6: Effet d'évitement des transferts de fonds des migrants

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
	Dépenses privées d'éducation					Dépenses publiques d'éducation				
Transferts de fonds	0.290*** (0.060)	0.446*** (0.074)	0.435*** (0.075)	0.4*** (0.083)	0.39*** (0.082)					
Dépenses privées d'éducation						-0.8*** (0.195)	-0.042* (0.022)	-0.0246 (0.0220)	-0.022 (0.0244)	-0.019 (0.0262)
Population moins de 15ans		-0.84*** (0.239)	-1.45*** (0.371)	0.651 (0.894)	0.430 (0.885)		1.38*** (0.026)	1.81*** (0.0462)	1.25*** (0.1102)	1.258*** (0.1101)
Produit Intérieur Brut			-1.18*** (0.4319)	0.3496 (0.681)	0.5978 (0.676)			0.64*** (0.0616)	0.22*** (0.0833)	0.2107** (0.0847)
Ratio du service de dettes				-1.1** (0.561)	-0.7692 (0.563)				0.32*** (0.06)	0.31*** (0.067)
Qualité Institutionnelle					-2.7*** (0.684)					0.1182 (0.1161)
Constant	10.00*** (0.5705)	12.38*** (0.8803)	24.07*** (4.4727)	8.6046 (7.041)	5.5731 (6.9977)	-4.87** (2.307)	0.0622 (0.2863)	-6.76*** (0.7793)	-2.59*** (0.8960)	-2.49*** (0.8856)
Observations	859	859	849	679	679	859	859	849	679	679
R-squared	0.0263	0.0403	0.0477	0.0371	0.0599	0.734	0.7740	0.7673	0.8068	0.8059

Note :

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Conclusion

L'objectif de cet article consiste à estimer les effets des transferts de fonds des migrants sur les dépenses d'éducation, puis examiner la préférence pour les établissements privés associée aux transferts de fonds qui implique un effet d'éviction au détriment des établissements publics. Bien qu'il existe un nombre important de travaux pionniers qui ont examiné la relation entre les transferts de fonds des migrants et dépenses publiques d'éducation, il existe très peu de travaux portant sur l'effet d'éviction.

Grâce aux données issues de World Development Indicator (WDI) portant sur les transferts de fonds des migrants et dépenses d'éducation, nous avons utilisé la méthode des moments généralisés (GMM) pour tester empiriquement les transferts de fonds des migrants et dépenses d'éducation dans un échantillon de 63 pays en développement sur la période 2000-2020.

L'effet des transferts de fonds des migrants sur le financement de l'éducation est une problématique généralement traitée à l'échelle des ménages, dont les résultats sont globalement positifs en termes d'indicateurs. En étudiant les externalités sur les politiques publiques, en particulier sur l'effort gouvernemental en matière d'éducation, cet article montre que les effets sont ambigus. D'une part, les transferts de fonds des migrants



permettent aux ménages de financer des dépenses d'éducation qu'ils n'auraient pas pu entreprendre mais d'autre part, l'effet d'éviction semble retarder le développement d'un système des établissements publics. Ce paradoxe incite à la prudence quant aux conclusions pouvant être formulées à partir de résultats empiriques : concevoir les transferts des migrants comme garants du volet éducatif du développement semble pour le moins hasardeux, tout comme les considérer comme une « malédiction » pour les politiques publiques. Nos résultats indiquent que leurs impacts sont complexes et qu'au-delà de la gouvernance, les effets sur la demande et les perceptions des établissements importent dans la promotion des politiques publiques d'éducation. Les Etats doivent améliorer la qualité des systèmes éducatifs dans les pays en développant en finançant le secteur éducatif plus particulièrement les établissements publics.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Abdih, Y., Barajas, A., & Chami, R. (s. d.). *C. Ebeke. 2012. "Remittances Channel and Fiscal Impact in the Middle East, North Africa, and Central Asia,"*. IMF Working Paper WP/12/104 (Washington, DC).
- [2] Abdih, Y., Chami, R., Dagher, J., & Montiel, P. (2012). Remittances and institutions: Are remittances a curse? *World Development*, 40(4), 657-666.
- [3] Abdullahi, I. I., & Ali, H. S. (s. d.). Impact of remittances inflows on child labour prevalence in developing countries: an application of system GMM approach.
- [4] Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of economic growth*, 1, 385-472.
- [5] Acosta, P., Fajnzylber, P., & Lopez, J. H. (2007). *The impact of remittances on poverty and human capital: Evidence from Latin American household surveys* (Vol. 4247). World Bank Publications.
- [6] Ahmed, A. K. (2013). Teacher-centered versus learner-centered teaching style. *Journal of Global Business Management*, 9(1), 22.
- [7] Ahmed, F. Z. (2012). The perils of unearned foreign income: Aid, remittances, and government survival. *American Political Science Review*, 106(1), 146-165.
- [8] Abiad, A., P. Mishra and P. Topalova, 2010, "Do Financial Crises Have Lasting Effects on Trade?" Chapter 4 in *World Economic Outlook: October 2010* (Washington: International.
- [9] Ambrosius, C., & Cuecuecha, A. (2013). Are remittances a substitute for credit? Carrying the financial burden of health shocks in national and transnational households. *World Development*, 46, 143-152.
- [10] Aslam, A. L. M., & Sivarajasingham, S. (2020). *Dynamic Impact of Workers' Remittances on Financial Development in Sri Lanka*.
- [11] Bangake, C., & Eggoh, J. (2020). Les transferts des migrants améliorent-ils l'inclusion financière dans les pays récipiendaires ? *Region et Developpement*, 51, 115-132.
- [12] Bank, W. (2021). The world by income and region. *World Bank: Washington, DC, USA*.
- [13] Baqir, R. (2002). *Social sector spending in a panel of countries*.
- [14] Bhattacharai, B. P. (2007). Foreign aid and government's fiscal behaviour in

Nepal: An empirical analysis. *Economic Analysis and Policy*, 37(1), 41-60.

- [15] Caner, M., & Hansen, B. E. (2004). Instrumental variable estimation of a threshold model. *Econometric theory*, 20(5), 813-843.
- [16] Combes, J.-L., & Ebeke, C. (2011). Remittances and household consumption instability in developing countries. *World Development*, 39(7), 1076-1089.
- [17] Docquier, F., & Rapoport, H. (2008). *Skilled migration: The perspective of developing countries*.
- [18] Dustmann, C., & Speciale, B. (2005). Remittances and public spending on education. *Preliminary draft*.
- [19] Dutta, U. P., & Sengupta, P. P. (2018). Remittances and real effective exchange rate: An empirical exercise with Indian data. *South Asia Economic Journal*, 19(1), 124-136.
- [20] Eggoh, J., Bangake, C., & Semedo, G. (2019). Do remittances spur economic growth? Evidence from developing countries. *The Journal of International Trade & Economic Development*, 28(4), 391-418.
- [21] Feyzioğlu, T., Swaroop, V., & Zhu, M. (1998). A panel data analysis of the fungibility of foreign aid. *The World Bank Economic Review*, 12(1), 29-58.
- [22] Fosu, A. K. (2007). The external debt-servicing constraint and public expenditure composition. *WIDER research paper*, 2007/36.
- [23] Fosu, A. K. (2008). Democracy and growth in Africa : Implications of increasing electoral competitiveness. *Economics Letters*, 100(3), 442-444.
- [24] Frank, A. I., & Mironowicz, I. (2009). *Planning education in Poland : Case study prepared for Planning Sustainable Cities: Global Report on Human Settlements 2009*.
- [25] Fullenkamp, C., Cosimano, M. T. F., Gapen, M. T., Chami, M. R., Montiel, M. P., & Barajas, M. A. (2008). *Macroeconomic consequences of remittances*. International Monetary Fund.
- [26] Gbesemete, K. P., & Gerdtham, U.-G. (1992). Determinants of health care expenditure in Africa : A cross-sectional study. *World development*, 20(2), 303-308.
- [27] Hansen, B. E. (1999). Threshold effects in non-dynamic panels : Estimation, testing, and inference. *Journal of econometrics*, 93(2), 345-368.
- [28] Hubert Ebeke, C. (2012). Do remittances lead to a public moral hazard in

developing countries? An empirical investigation. *Journal of Development Studies*, 48(8), 1009-1025.

- [29] Igbinedion, S. O., & Ighodaro, C. A. (2019). MIGRANTS' REMITTANCES AND PUBLIC EXPENDITURE ON EDUCATION NEXUS : EVIDENCE FROM AN OIL-DEPENDENT ECONOMY. *Oradea Journal of Business and Economics*, 4(2), 112-127.
- [30] Okunade, A. A. (2005). Analysis and implications of the determinants of healthcare expenditure in African countries. *Health Care Management Science*, 8, 267-276.
- [31] Sahely, H. R., Kennedy, C. A., & Adams, B. J. (2005). Developing sustainability criteria for urban infrastructure systems. *Canadian Journal of Civil Engineering*, 32(1), 72-85.
- [32] Seo, M. H., & Shin, Y. (2016). Dynamic panels with threshold effect and endogeneity. *Journal of econometrics*, 195(2), 169-186.
- [33] Shirazi, N. S., Javed, S. A., & Ashraf, D. (2018). Remittances, economic growth and poverty : A case of african OIC member countries. *The Pakistan Development Review*, 121-143.
- [34] Shobande, O. A. (2019). Remittances and real exchange rate. In *Remittances and real exchange rate : Shobande, Olatunji Abdul; ID: gnd/1186087595*.
- [35] Stasavage, D. (2005). Democracy and education spending in Africa. *American journal of political science*, 49(2), 343-358.
- [36] Tuuli, M. (2015). The impact of remittances on the real exchange rate : Empirical evidence from Ghana. *Journal of Economic Cooperation & Development*, 36(3), 43.
- [37] Yol, N. (2017). The ambiguous effects of remittances on health expenditure : A panel data analysis. *Economics Bulletin*, 37(4), 2561-2573.
- [38] Ziesemer, T. H. (2012). Worker remittances, migration, accumulation and growth in poor developing countries : Survey and analysis of direct and indirect effects. *Economic Modelling*, 29(2), 103-118.